

REGARDS

MIGRATION PORTUGAISE

# Zone d'inconfort

David Wagner

**Bien qu'elle ne se soit jamais estompée, l'immigration portugaise au Luxembourg a repris de plus belle depuis le début de la crise au Portugal en 2009. Mais l'arrivée de ces nouveaux immigrés est bien différente des vagues précédentes.**

Alexandre Miguel Mestre. Ce nom ne vous dit probablement pas grand-chose. Normal, ce trentenaire n'est que secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports depuis quelques mois dans le nouveau gouvernement de droite au Portugal. Et pourtant, il a su faire parler de lui. Face à la nouvelle vague d'émigration qui touche le Portugal, durement frappé par une crise qui ne cesse de s'amplifier, ce responsable politique, au lieu, comme l'auraient fait la plupart des responsables gouvernementaux dans pareille situation - à l'instar des Grecs - ne tente pas de dissuader la jeunesse à s'expatrier, bien au contraire. Celui-ci n'a pas hésité à les encourager, à la fin du mois passé lors d'une visite au Brésil, à quitter ce qu'il appelle la « zone de confort » - lisez le Portugal. Non, il ne s'agirait en aucun cas d'une fuite des cerveaux, mais au contraire d'une manière de « dignifier le nom du Portugal à l'étranger et d'y apporter le 'know how' portugais de ce que le Portugal sait bien faire ». Une affirmation qui a poussé le journaliste du Contacto, Paula Telo Alves, à conclure, non sans une pointe d'ironie, que ce que les Portugais savent bien faire par-dessus tout, c'est émigrer, évidemment.

L'affirmation de Mestre est lourde de sens et illustre parfaitement les arrière-pensées du gouvernement de Pedro Passos Coelho : la crise n'est pas terminée, et ce gouvernement

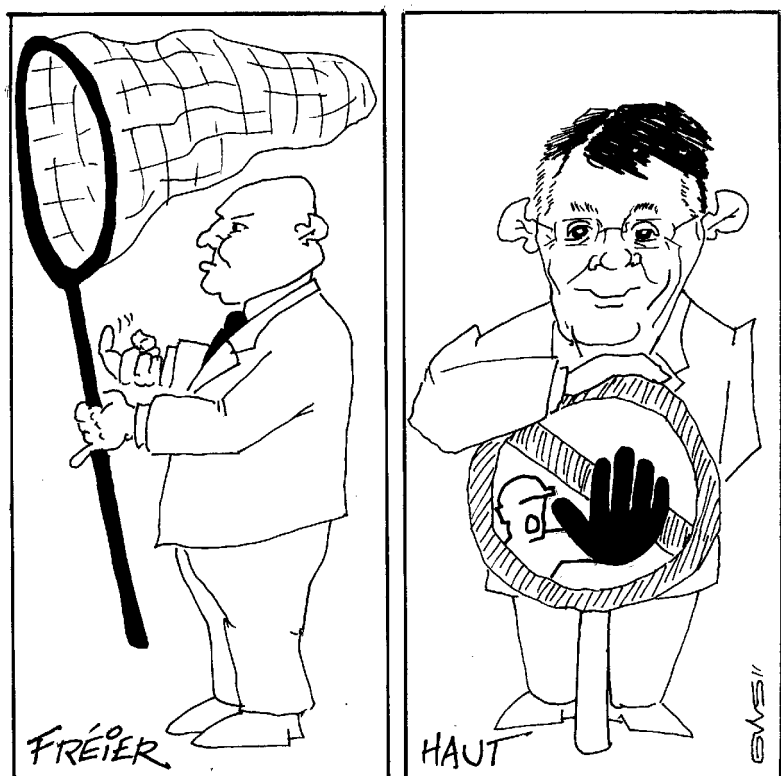
entend bien appliquer à fond les mesures d'austérité et de privatisations voulues par les « marchés ». En clair : la vie, si elle est déjà dure, le sera bien plus encore à l'avenir et au lieu de remédier au chômage, mieux vaut l'exporter.

Parallèlement, lors d'un colloque au Luxembourg, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le socialiste Nicolas Schmit, a enjoint les Portugais, surtout les plus jeunes d'entre eux, à ne pas tenter de trouver l'eldorado au Luxembourg, comme l'avait rapporté l'hebdomadaire lusophone : « Pendant longtemps, le Luxembourg fut relativement protégé du chômage qui frappait l'Europe. Mais désormais, nous atteignons un taux de chômage jamais vu auparavant qui se situe à six pour cent ».

## Défaitisme gouvernemental

S'il existe un exode vers l'ancienne colonie qu'est le Brésil, pays en pleine expansion, qui a en quelque sorte renversé le rapport d'influence avec l'ancienne métropole, il a aussi repris avec les pays vers lesquels les premières grandes vagues avaient émigré. Et le Luxembourg fait évidemment parti du lot. L'émigration portugaise vers le Luxembourg n'a jamais cessé depuis les années 60 et le solde migratoire net a toujours été positif, à l'exception de l'année de crise 1981 qui a été la seule à enregistrer un mouvement négatif.

D'un côté, il y a les chiffres : depuis 2009, au début de la crise, le consulat du Portugal enregistre chaque année plus qu'un doublement d'arrivées avec un solde migratoire s'établissant à 4.500 personnes au lieu de 2.000 auparavant. Ces chiffres





« Faisons comme en Grèce. Grève générale ».  
Quitter le pays, rester et lutter, faire grève.  
Le système ne laisse plus beaucoup d'alternatives.

PHOTO: 3DASARAFADA

sont à interpréter avec précaution, notamment du fait qu'il existe une migration « grise » qui ne se déclare ni auprès du consulat, ni auprès des autorités luxembourgeoises. Sylvain Besch, responsable du Cefis (Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) rappelle qu'un bon nombre d'entre eux arrivent et repartent la même année, ce qui rend leur enregistrement statistique encore plus compliqué. Malgré la fiabilité relative de ces chiffres, la tendance est concrète : les Portugais-e-s n'ont pas attendu les propos défaitistes de leur secrétaire d'Etat pour renouer massivement avec la tradition de l'exode de ce petit pays coincé entre l'Espagne et l'Atlantique.

Guy Reger, président de l'association Amitié Portugal-Luxembourg (APL), en a fait l'expérience concrète : « Les 'nouveaux' Portugais ont des profils bien différents de l'ancienne immigration. Ils ont plutôt entre 25 et 40 ans, ont tendance à parler plutôt l'anglais que le français comme langue étrangère et disposent d'un niveau scolaire et universitaire bien plus élevé. Ils acceptent par contre assez facilement des emplois précaires et peu rémunérés. Il arrive ainsi que l'on retrouve des psychologues qui travaillent comme femmes de ménage ». L'arrivée au Luxembourg est d'ailleurs souvent synonyme d'an-

goisses. Partis dans l'espoir de trouver un emploi correspondant à leurs aptitudes et formations, ils déchantent souvent. C'est aussi l'expérience que font les bénévoles d'« Antenne écoute » de l'APL, qui doivent faire face à des questions relatives au travail ou au chômage, mais également à des personnes en proie à la dépression, voire à son corollaire toxique, l'alcoolisme - « remède » déjà assez répandu au grand-duché.

### Six mois de recherche, six mois de travail

Le problème, c'est également que les nouveaux arrivants ne trouvent pas si facilement un emploi dans une entreprise portugaise. Celles-ci disposent la plupart du temps de leurs propres réseaux au Portugal et préfèrent embaucher à travers ceux-ci que d'employer des « inconnus » débarqués de leur propre chef. De plus, l'écart sociologique entre ces nouveaux arrivants - jeunes, citadins et universitaires - et les « anciens » ne favorise pas forcément des rapprochements au-delà de relations plutôt superficielles.

C'est d'ailleurs l'expérience d'Anabela\*, 30 ans, détentric d'une licence et d'un master. Cette lisboète vient d'arriver il y a un mois au Luxembourg, suivant son copain qui

a trouvé un emploi dans la restauration, après avoir travaillé à Londres. Elle-même a déjà un peu parcouru le monde : la Chine (Macao), Barcelone et la France, ce qui lui a conféré l'avantage de bien maîtriser le français, un atout au Luxembourg bien plus que l'anglais. Jusqu'à présent, elle a refusé les propositions de servir dans les bars au Luxembourg : pour une jeune femme, passer sa journée entourée d'une clientèle majoritairement masculine et accessoirement avinée avec les remarques et gestes désobligeants qui vont avec ne constitue pas une perspective très intéressante. Quand ce n'est pas le patron lui-même qui l'invite à se montrer « sympathique » avec les clients.

Désormais, elle tente de décrocher un contrat de travail au Luxembourg tout en faisant du bénévolat dans le milieu associatif lusophone. Pour l'instant, elle a toujours dû se contenter de contrats de six mois. Bien qu'elle n'ait pas un tempérament pantouflard et qu'elle ne recherche pas un emploi stable « à vie », elle voudrait néanmoins sortir du cycle instable « six mois de recherche, six mois de travail », qui lui interdit toute planification de vie. Les propos du secrétaire d'Etat la font d'ailleurs bondir : « J'appartiens à une génération qui aime bien voyager et pour laquelle travailler dans des pays

étrangers ne pose pas de trop grand problème, mais on ne peut pas tenir de tels propos. On ne se sent plus protégés par notre propre pays ».

Elle témoigne d'ailleurs de l'angoisse partagée par bon nombre de ses concitoyens par rapport à la situation au Portugal. En été, elle a participé aux grandes manifestations contre les plans d'austérité et qui ont rassemblé plus de 300.000 personnes : « A long terme, ces mesures nous condamnent à mort. Nous sommes asphyxiés. Le salaire minimum est de 475 euros et le coût de la vie pour les besoins fondamentaux ne diffère pas vraiment de la moyenne européenne ». Si elle n'est pas engagée politiquement, elle ne s'interdit pas pour autant de réfléchir sur l'avenir du Portugal : « Il faut reconstruire le pays. Depuis que nous avons intégré l'Union européenne, nous avons laissé tomber notre production agricole et industrielle. Un pays ne peut pas uniquement vivre de services. Il nous faut un vrai projet de base ». Un projet que le gouvernement portugais, inféodé au FMI, à la Banque centrale européenne et aux banquiers ne propose pas. A part quitter la « zone de confort ».

\*Prénom modifié par la rédaction.